

SAMIR AMIN

L' EUROPE DANS LA TRANSFORMATION DU MONDE

J'ai toujours pensé que le capitalisme étant un système mondial et non la simple juxtaposition de systèmes capitalistes nationaux, les luttes politiques et sociales, pour être efficaces, devaient être conduites simultanément dans l'aire nationale (qui reste décisive parce que les conflits, les alliances et les compromis sociaux et politiques se nouent dans cette aire) et au plan mondial. Ce point de vue – banal à mon avis – me paraît avoir été celui de Marx et des marxismes historiques (« Prolétaires de tous les pays unissez-vous », ou dans la version maoïste, « Prolétaires, peuples opprimés, unissez-vous »). Il est même celui des défenseurs du libéralisme mondialisé qui proposent les mêmes formules économiques et politiques pour tous les pays du monde contemporain et à tous les niveaux, du national au mondial.

Sans revenir sur les analyses du capitalisme mondial réellement existant que j'ai développés ailleurs je rappellerai simplement leurs conclusions : qu'à mon avis l'humanité ne pourra s'engager sérieusement dans la construction d'une alternative socialiste au capitalisme que si les choses changent en Occident développé. Cela ne signifie en aucune manière que les pays de la périphérie doivent attendre ce changement et jusqu'à ce qu'il se produise se contenter de « s'ajuster » aux possibilités qu'offre la mondialisation capitaliste. Au contraire c'est plus probablement dans la mesure où les choses commenceront à changer dans les périphéries que les sociétés de l'Occident, contraintes de s'y faire, pourraient être amenées à leur tour à évoluer dans le sens requis par le progrès de l'humanité toute entière. A défaut le pire, c'est à dire la barbarie et le suicide de la civilisation humaine, reste le plus probable. Je situe bien entendu les changements souhaitables et possibles dans les centres et dans les périphéries du système global dans le cadre de ce que j'ai appelé « la longue transition ». Mes analyses me conduisaient également à situer en Europe et en Chine les probabilités les plus grandes d'évolutions favorables possibles. Je reconnais néanmoins que la part d'intuition dans ce type d'analyses « futuristes » ne peut jamais être éliminée.

L'amorce d'un changement aurait-elle plus de chances en Europe qu'aux Etats Unis ou au Japon ? Je le pense – intuitivement – sans sous estimer néanmoins les difficultés tenant à la diversité « des Européens », et voudrais tenter de m'en expliquer ici.

La première raison de cet optimisme relatif tient au fait que les nations de l'Europe ont une histoire riche et variée, dont témoigne l'incroyable accumulation de ses vestiges médiévaux imposants. Mon interprétation de cette histoire n'est certainement pas celle de l'eurocentrisme dominant, dont j'ai rejeté (et je pense réfuté) les mythes, développant en contrepoint la thèse que les mêmes contradictions propres à la société médiévale qui ont été dépassées par l'invention de la modernité opéraient ailleurs. Néanmoins je rejette avec autant de détermination les élucubrations « anti européennes » de certains intellectuels du tiers monde qui veulent se convaincre sans doute que leurs sociétés étaient plus riches, plus avancées, et même meilleures que celles de l'Europe médiévale « arriérée ». C'est oublier que le mythe du Moyen Age arriéré est lui même le produit du regard ultérieur de la modernité européenne. En fait si l'histoire prémoderne de l'Europe n'est pas meilleure que celle d'autres régions du monde – les parcours historiques sont même plus semblables que beaucoup le pensent, à mon avis – elle n'est certainement pas davantage « pire » ou « inférieure ». Et en tout état de cause ayant franchi la première le seuil de la modernité l'Europe a acquis depuis des avantages qu'il me paraît absurde de nier.

L'Europe est bien entendu diverse, comme les autres régions du monde. Beaucoup d'Européens observateurs des spécificités des autres sans les réduire au dénominateur commun du qualificatif creux d'oriental s'emploient néanmoins à rapporter les différences observées à des « modèles » européens pris pour référence – eurocentrisme oblige. On dit alors par exemple que le Japon est la Prusse de l'Asie. J'ai eu le bonheur de discuter de ces problèmes concernant le général et le particulier dans l'histoire avec des intellectuels d'Asie (de Chine et du Japon pour être plus précis) dont les réflexions

m'ont fortement intéressé, entre autre parce qu'ils inversaient spontanément les termes de la comparaison et voyaient par exemple dans l'Allemagne un modèle japonais, dans la France et la Russie des « Chine de l'Europe »... Cette inversion, qui n'était pas toujours subconsciente mais bel et bien réfléchie, oblige à penser en termes universels tant les généralités que les particularités. C'est la méthode que je m'efforce de mettre en œuvre.

Dans cette Europe diverse – en dépit du discours vide anti-nation des « pro-européens » du jour – quels sont les éléments positifs et négatifs du point de vue du potentiel de changement ?

L'Angleterre et la France sont les initiateurs de la modernité, les deux sociétés qui l'ont construite systématiquement. Cette affirmation un peu brutale ne signifie pas que cette modernité n'aient pas eu des racines antérieures, en particulier dans les villes italiennes puis aux Pays Bas. Les contributions de l'Angleterre et de la France dans la construction de la forme définitive de la modernité capitaliste loin d'être similaires se sont déployées selon des axes différents même si on peut les lire comme ayant été peut être finalement complémentaires.

L'Angleterre a traversé une période fort tumultueuse de son histoire à l'époque de la naissance des rapports capitalistes (mercantilistes) nouveaux ; elle s'est transformée de la « Merry England » médiévale dans la triste Angleterre puritaine, a exécuté son Roi et proclamé la République au XVIIe siècle. Puis tout s'est calmé ; elle a franchi l'étape de l'invention de la démocratie moderne, bien que censitaire, au XVIIIe, siècle puis au XIXe siècle celle de l'accumulation ouverte par la révolution industrielle sans conflits majeurs. Non sans luttes de classes certes, qui culminent avec le chartisme au milieu du siècle dernier, mais sans que ces luttes ne se politisent au point de remettre en cause le système dans son ensemble. Et ce caractère paraît bien se prolonger jusqu'à nos jours.

La France par contre franchit les mêmes étapes à travers une série ininterrompue de conflits politiques violents. C'est la révolution française qui invente les dimensions politiques et culturelles de la modernité contradictoire du capitalisme, c'est en France que des luttes des classes populaires, pourtant beaucoup moins clairement cristallisées que dans l'Angleterre des seuls véritables prolétaires de l'époque, se politisent dès 1793, puis 1848, en 1871, et encore plus tard en 1936 autour d'objectifs socialistes au sens fort du terme. Il n'y a pas eu de 1968 en Angleterre.

Il y a certes beaucoup d'explications qui ont été données à ces parcours différents, sur lesquelles je ne m'étendrai pas. Marx y fut très sensible et ce n'est pas un hasard s'il a porté l'essentiel de son attention à l'analyse de ces deux sociétés, pour proposer une critique de l'économie capitaliste à partir de l'expérience de l'Angleterre et une critique de la politique moderne à partir de celle de la France.

Le passé britannique explique peut être le présent, ce que tout observateur ne peut pas ne pas voir : la résignation de ce peuple qui accepte sans broncher une dégradation continue de ses conditions de vie par comparaison à celles d' autres Européens. Il n'est pas nécessaire de consulter les statistiques pour le savoir. La dégradation se situe non pas tant dans le « déclin de l'Empire » et celui de l'industrie (celui ci est plus une conséquence que la cause du mal) que le peu d'attachement des Britanniques aux valeurs d'égalité. Le Labour Party dans l'après guerre immédiat avait tenté de remonter la pente. Cette page paraît être tournée et la société anglaise consent à voir son avenir s'effiloche sans que des signes d'une réaction ne soient apparus jusqu'ici à l'horizon visible.

Peut être cette passivité s'explique-t-elle par le report sur les Etats Unis de la fierté nationale britannique. Les Etats Unis ne sont pas pour les Britanniques un pays étranger comme les autres ; ils restent leur enfant prodigue et quelque peu monstrueux ; et on sait que depuis 1945 l'Angleterre a fait l'option de se situer inconditionnellement dans le sillage de Washington. L'extraordinaire domination mondiale de l'anglais aide à vivre ce déclin sans peut être même en ressentir l'ampleur. Les Anglais revivent leur gloire passée par procuration à travers les Etats Unis.

La Grande Bretagne reste une puissance clé pour l'avenir de l'Europe et il est facile d'y dresser une longue liste de penseurs majeurs contemporains critiques. Et si une bonne partie de sa « nouvelle

gauche » a glissé à droite sans état d'âme – mais ici encore le phénomène est très général dans toute l'Europe – une pléiade d'intellectuels britanniques qui ne sont pas des « dinosaures » pour quiconque voit que le chaos néo libéral n'a pas d'avenir contribuent activement au renouveau d'une pensée critique.

L'histoire n'est néanmoins pas plus parvenue à son terme en Grande Bretagne qu'ailleurs. Mais mon sentiment est que ce pays ne pourra rejoindre le train du changement que si et lorsqu'il coupera le cordon ombilical qui l'attache aux Etats Unis. Je n'en vois pas, pour le moment, le moindre signe.

L'Allemagne le pourrait-elle ? Le parallèle entre ce pays et le Japon, tous deux brillants seconds des Etats Unis et constitutifs de la véritable triade – le G3 – (Etats Unis, Allemagne, Japon plutôt que Amérique du nord, Europe, Japon) ne le suggérerait pas.

Ni l'Allemagne, ni l'Italie, ni la Russie ne seraient parvenus à la modernité capitaliste sans les brèches ouvertes par l'Angleterre et la France. Je ne veux pas dire par là que les peuples de ces pays auraient été pour quelque raison mystérieuse incapables de cette invention, réservée au seul génie anglo-français. Je veux dire que les potentialités d'une invention analogue n'étaient ici qu'analogues à celles disons des autres régions du monde – Chine, Inde ou Japon par exemple. Mais une fois entré dans la modernité capitaliste chaque peuple en façonne les modalités à sa manière, que sa position dans celle-ci soit celle d'un centre nouveau (cas des pays européens mentionnés et du Japon) ou celle d'une périphérie dominée.

Je lis l'histoire de l'Allemagne – et des autres – à la lumière de cette option de méthode fondamentale. Je m'explique de cette manière que le nationalisme allemand, mis en œuvre par les ambitions prussiennes, ait compensé la médiocrité de la bourgeoisie, que Marx déplorait. Le résultat n'a pas été seulement une forme autocratique de gestion de ce nouveau capitalisme, qui au demeurant et en dépit de la tonalité ethniciste sur laquelle il fondait son recours au nationalisme (faisant contraste avec les idéologies universalistes anglaise et surtout française puis russe) n'est pas parvenu à rassembler tous les Allemands (d'où l'éternel problème de l'Anschluss autrichien non résolu jusqu'ici). Il a été aussi un facteur favorable à la dérive criminelle et démentielle du nazisme. Mais il a été également, après le désastre, un motif puissant de la construction de ce que certains ont qualifié de « capitalisme rhénan », soutenu par les Etats Unis pour les raisons que j'ai évoquées plus haut. Une forme capitaliste qui a délibérément opté pour une démocratisation copiée du modèle anglo-franco-américain. Mais qui reste sinon superficielle, du moins sans racines historiques locales profondes, compte tenu de la vie brève de la République de Weimar (le moment le plus démocratique de l'histoire allemande) et des ambiguïtés pour le moins qu'on puisse dire du socialisme de la RDA. Mon explication est historique, elle n'est pas « atavique » et l'histoire ne connaît pas de fin. Or l'Allemagne est aujourd'hui confrontée à des problèmes graves. Car le « capitalisme rhénan » n'est pas le « bon capitalisme » par contraste avec le modèle libéral extrémiste anglo-saxon ou l'étatisme de la France « jacobine ». Chacun est différent, mais tous sont malades de la même maladie, celle du capitalisme parvenu à un stade tardif caractérisé par la prédominance de ses aspects destructifs. Le capitalisme est déjà parvenu à ses limites historiques ; il ne peut plus soutenir le progrès humain comme il l'a fait dans les étapes antérieures de son déploiement ; il est devenu une menace pour la survie de la civilisation.

Face à ce défi que peut-on imaginer des réactions allemandes possibles ?

A très court terme la position de l'Allemagne – dans la mondialisation sous hégémonie américaine, comme celle du Japon – paraît confortable. Et la reprise d'une expansion vers l'Est, par une sorte de latino américanisation de la Tchéquie, de la Pologne, de la Hongrie, des pays baltes, de la Slovaquie, de la Croatie – l'os et la viande jetés à l'Allemagne par les Etats Unis, peut nourrir l'illusion que le choix de Berlin est durable. Cette option se satisfait sans problème d'une démocratie de basse intensité et de médiocrité économique et sociale, confortés par les choix du système européen de Maastricht et de l'euro. Mais il ne faut pas exclure, dans le cas d'un entêtement des classes politiques de la droite classique chrétienne et libérale et de la gauche social démocrate à poursuivre dans cette voie sans issue, l'émergence de populismes de droite, fascistes sans être pour autant des remake du nazisme de

l'entre deux guerres, dont Haider en Autriche n'est hélas que le prototype. Le trio Berlusconi-Fini-Bossi qui menace l'Italie ne vaut pas mieux. Les succès électoraux du Front national et de Sarkozy en France témoignent de la réalité du danger.

A plus long terme, dans cette perspective, les difficultés de l'Allemagne devraient s'aggraver et non s'atténuer. La fragilité allemande se résume en deux mots : une démographie déclinante (dans un quart de siècle l'Allemagne ne pèsera pas plus que la France et la Grande Bretagne), une capacité inventive fort limitée. Le système éducationnel allemand produit de bons agents d'exécution, peu de capacités créatives. Les atouts économiques actuels de l'Allemagne reposent sur des productions industrielles classiques (mécanique, chimie) qui incorporent de plus en plus, pour se moderniser, du software inventé ailleurs. Et l'Allemagne, qui déclare vouloir ouvrir ses portes aux informaticiens et mathématiciens indiens, le reconnaît.

Alors ? Que se passera-t-il ? Les générations passent et le passé négatif s'estompe. Rien n'interdit de penser une réaction positive du peuple allemand prenant conscience qu'il lui faut amorcer un changement hors des sentiers battus. Je crois que si la France et la Russie reprennent plus d'initiative un autre avenir pour l'Europe devient possible. Ce choix pourrait tout autant entraîner une reprise de mouvements positifs amorcés dans les Europe méditerranéenne et nordique, mais vite avortés.

L'Europe du Sud s'était un moment propulsée au centre de la réflexion (et de l'action) critique, à partir du « long 1968 » des années 1970 en Italie. La puissance du mouvement était suffisante pour influencer d'une certaine manière l'Etat de « centre gauche » de l'époque, en dépit du renfermement du PCI sur lui même qui ne promettait rien de bon. Dans ce cadre je signalerai la sympathie exprimée à l'époque par l'Italie officielle pour une autre politique envers le Sud que celle qui dominait dans les autres pays du Nord. Tiers mondisme peut être, comme celui du Portugal, de la Grèce et de la Suède. Néanmoins exceptions en Europe.

Cette belle page de l'histoire de l'Italie est sans doute tournée. On ne peut alors que se poser les questions relatives aux faiblesses de la société qui l'ont permis. Un sens civique national peu développé pour le moins qu'on puisse dire et qui s'explique peut être par le fait que les maîtres des Etats italiens ayant été le plus souvent des étrangers les peuples concernés ne voyaient en eux que des adversaires à tromper autant que possible. La nation italienne – qui existe – n'a pas encore suffisamment surmonté ce handicap et, peut être que, fragilisée de ce fait, elle a laissé encore la porte ouverte à cette incroyable involution que représente la « Ligue Lombarde ». Cette catastrophe s'articule sur l'émergence d'un populisme qui se nourrit de la remontée à la surface du fond fasciste. En Italie comme en France la libération aux temps de la seconde guerre avait été également une quasi guerre civile. De ce fait les fascistes furent contraints de se cacher dans les décennies qui ont suivi 1945 mais ils n'avaient jamais véritablement disparu.

Néanmoins une telle involution est difficilement imaginable sans faire appel aux deux raisons suivantes. D'abord l'évolution de l'économie du pays qui, en dépit de son « miracle » assurant désormais aux Italiens un niveau de vie meilleur que celui des Britanniques, demeure fragile. Une fragilité sur laquelle les discours parfois dithyrambiques sur la « troisième Italie » et son « capital social » exceptionnel restent trop silencieux. Mais ensuite par ce que l'intégration européenne telle que conçue (depuis Maastricht surtout) a flatté la dérive et ses illusions. L'option européenne sans réserves qui a conquis tout l'espace politique italien est à mon avis le responsable principal de la voie sans issue dans laquelle le pays s'est engagé. Mais encore une fois je crois qu'un redémarrage critique ailleurs trouverait rapidement son écho en Italie, qui demeure bien préparée à participer à la conception du changement.

Le même ralliement frénétique et sans réflexion au projet européen tel qu'il est a fortement contribué à faire avorter le potentiel de radicalité éventuelle des mouvements populaires qui ont mis un terme aux fascismes en Espagne, au Portugal et en Grèce.

Ce potentiel était, il est vrai, limité en Espagne où le franquisme est simplement mort de la belle mort de son chef tandis que la transition avait été bien préparée par cette même bourgeoisie qui avait constitué l'épine dorsale du fascisme espagnol. Les trois composantes socialiste, communiste et anarchiste du mouvement ouvrier et populaire avaient été déracinées par une dictature demeurée sanglante jusque tard dans les années 1970 (on fusillait encore à cette époque), une dictature soutenue par les Etats Unis en échange de son anti communisme et de la concession de bases aux forces américaines. En 1980 l'Europe posait comme condition à l'adhésion de l'Espagne à l'Europe de la Communauté son entrée dans l'OTAN, c'est à dire la formalisation définitive de sa soumission à l'hégémonisme de Washington ! Le mouvement ouvrier n'en a pas moins tenté de jouer un rôle dans la transition, par le canal de ses « commissions ouvrières » constituées dans la clandestinité au cours des années 1970. Il était malheureusement évident que faute d'avoir pu rallier le soutien des autres segments des classes populaires et intellectuelles cette aile radicale du mouvement ne pouvait pas arracher à la bourgeoisie réactionnaire la maîtrise de la transition. On comprend alors le désarroi, puis la dérive du parti socialiste et la marginalisation des communistes.

Par contre, le potentiel radical des forces qui ont véritablement abattu le fascisme au Portugal et en Grèce n'était en aucune manière négligeable.

La révolte des forces armées qui a mis un terme au salazarisme en avril 1974 a été suivie d'une gigantesque explosion populaire dont l'épine dorsale était constituée par les communistes tant du PC officiel que du maoïsme. Otelo Carvalho animait la tendance mondialiste-internationaliste du groupe dirigeant portugais et se méfiait – à juste titre – de « l'Europe » telle qu'elle est. La défaite de cette tendance au sein même du groupe dirigeant et l'arrestation de Carvalho ont mis un terme à cette évolution possible. Le retournement faisait le jeu de la droite et allait substituer à la dominance de Lisbonne et du Sud où la gauche est plus forte celle des paysans catholiques traditionnels du nord qui fournissent l'essentiel des émigrants portugais en Europe. Le leadership de la gauche passait de ce fait à des socialistes fort peu téméraires pour le moins qu'on puisse dire. Depuis, le pays politique s'est endormi à nouveau d'un sommeil profond et ce qui reste des mouvements révolutionnaires vit dans la nostalgie des années 1974-1975.

En Grèce également le choix en faveur de l'Europe telle qu'elle est ne s'imposait pas d'évidence au lendemain de la chute des colonels. Le peuple grec n'avait pas oublié que ce régime fasciste avait précisément été soutenu par les Etats Unis et l'Europe – même si la France accueillait, au titre de réfugiés politiques, un bon nombre d'intellectuels. Andreas Papandréou, fondateur du Pasok qui allait gagner les élections de 1980 avait fait des options internationales réfléchies non « européanistes ». Et même si les communistes des deux partis (de l'intérieur et de l'extérieur) exprimaient des réserves à l'égard de la personne de Papandréou – dirigeant de style « patriarcal » - et de l'hétéroclisme du Pasok, ils partageaient tous ensemble l'héritage de l'EAM. Pendant la seconde guerre mondiale le PC était parvenu ici, comme en Yougoslavie, à constituer autour de lui le front unique antifasciste. De ce fait la Grèce et la Yougoslavie sont les deux seuls pays qui n'ont pas seulement « résisté » comme d'autres aux envahisseurs allemands, mais n'ont jamais cessé de conduire une véritable guerre qui a joué un rôle décisif dans l'effondrement instantané des armées italiennes en 1943 et fixé sur leurs territoires d'importantes armées allemandes. Or la résistance grecque, devenue révolution en 1945, a été battue par l'intervention des Etats Unis et de la Grande Bretagne. La droite grecque mise en place par ce moyen, avec l'approbation de l'Europe occidentale, non seulement n'avait aucun titre de résistance à exhiber, mais est de surcroît responsable de l'intégration de leur pays dans l'OTAN (aux côtés de la Turquie !) dans le cadre duquel s'inscrit le projet européen tel qu'il est. Que les classes populaires grecques et leurs leaderships politiques aient été méfiants à l'égard des avancées faites par la CEE à partir de 1980 n'est donc ni difficile à comprendre, ni sans fondement.

Les difficultés économiques éprouvées par la Grèce du Pasok – passablement isolée – combinées aux pressions européennes ont fini par éroder les espoirs placés dans l'option internationaliste, « neutraliste », à tonalités « tiers mondistes ». Peu à peu donc la Grèce évoluait en direction de son intégration dans la nouvelle Europe, une intégration qui à son tour a renforcé la bourgeoisie de ce pays, de type compradore « cosmopolites » (au sens péjoratif du terme) dont les armateurs (parfois

véreux) sont les modèles types, et face à laquelle le Pasok est devenu un parti socialiste impuissant, comme ailleurs en Europe. Il reste néanmoins quelques arrêtes dans la gorge du peuple grec : la position dominante de la Turquie dans le système régional de l'OTAN (qui lui a pardonné sans grand émoi son agression contre Chypre), l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie. Les médias dominants présentent les protestations du peuple que comme le produit d'une « solidarité orthodoxe ». Cela les dispense d'analyser la réalité, c'est à dire la contradiction ressentie par ce peuple grec entre le discours démocratique de l'Europe et son alignement américain archi réactionnaire.

Pour des raisons sans doute différentes les pays nordiques ont maintenu jusqu'à tardivement des attitudes de méfiance à l'égard du projet européen tel qu'il est. La Suède était hors OTAN, par son choix propre, la Finlande par obligation, tandis que la Norvège et le Danemark optaient pour l'OTAN.

C'est la Suède qui, sous la conduite d'Olof Palme, tentait de faire avancer le plus loin possible une option mondialiste – internationaliste – neutraliste. La Suède présentait alors une figure très particulière en Europe que je résumais dans une phrase brève : « Une Union soviétique civilisée ». Je voulais dire par là que son option « étatiste-socialiste » comme son sens de l'internationalisme tranchaient sur les tendances dominantes ailleurs dans les forces social-démocrates d'Europe. Le retournement a donc été brutal à partir de l'option européenne du pays et le glissement à droite de sa social démocratie, non moins rapide. Le discours à la mode est connu : le temps du Welfare State est passé, il nous faut être comme les autres Européens etc. Rien d'original dans toutes ces billevesées. Ce retournement oblige néanmoins à réfléchir sur les points faibles de l'expérience exceptionnelle de la Suède : le rôle peut être trop personnel de Palme, les illusions de la jeunesse qui, longtemps enfermée dans ce pays relativement très isolé, découvrait tardivement le monde avec une bonne dose de naïveté après 1968, mais aussi le passé terne pendant la seconde guerre mondiale, longtemps caché.

La Norvège, la Finlande, les Pays Bas, ont mieux résisté semble-t-il, pour des raisons diverses.

La société norvégienne constituée de petits paysans et pêcheurs, sans la présence d'une classe aristocratique analogue à celle de la Suède et du Danemark, est particulièrement sensible, de ce fait, au thème de l'égalité. Ce qui explique sans doute la puissance relative de son parti de gauche (communiste) et l'option radicale de sa social démocratie qui jusqu'à ce jour résiste à sa manière aux tyrènes européennes et néo libérales. Les Verts sont apparus dans ce pays avant les autres et ont renforcé la tendance mondialiste universaliste active dans l'opinion publique. En contrepoint l'appartenance du pays à l'OTAN et l'aisance financière que lui procure le pétrole de la Mer du Nord (une aisance toujours un peu corruptive à la longue) freinent certainement ces tendances positives.

L'indépendance que la Finlande a obtenu sans combat pendant la révolution russe (Lénine l'avait acceptée sans la moindre réticence) était moins le produit d'une volonté unanime qu'on ne le dit souvent. Le grand duché bénéficiait déjà dans l'Empire russe d'une très large autonomie jugée satisfaisante par l'opinion d'alors ; et ses classes dirigeantes servaient le Tsar avec autant de sincérité que celles des pays baltes (la statue du Tsar à Helsinki n'a jamais été déboulonnée). Les classes populaires elles, n'ont pas été insensibles au programme de la révolution russe.. C'est pourquoi l'indépendance ne réglait pas les problèmes du pays, qui ne le furent qu'au terme d'une guerre civile interne, finalement gagnée de justesse par la réaction (avec l'appui de l'Allemagne impériale puis des Alliés), qui devait plus tard glisser vers le fascisme dont elle fut l'alliée pendant la seconde guerre mondiale. Cependant, compte tenu de ce qu'allait devenir l'Union Soviétique, l'indépendance de la Finlande a certainement été finalement positive. Ce qu'on appelle la « finlandisation » que la propagande de l'OTAN présentait comme un statut inacceptable n'était en fait qu'un neutralisme (certes imposé à l'origine par le traité de paix) qui aurait pu constituer l'une des bases d'une reconstruction européenne meilleure que celle du projet atlantiste. La présence jusqu'aujourd'hui d'une gauche finnoise regroupée sous la bannière d'une « alliance de gauche » est, à mon avis, l'expression de ce potentiel qui n'a pas disparu. Les pressions européennes, qui l'ont emporté sur le terrain monétaire (par la participation de la Finlande à l'euro), parviendront-elles à ronger cet héritage historique intéressant ?

Il n'y a sans doute pas grand' chose à attendre du Danemark, dont l'économie dépend trop largement de celle de l'Allemagne. Cette dépendance est vécue un peu névrotiquement, comme en ont témoigné les votes successifs ambigus et confus sur la question de l'Euro ; mais il ne me semble pas qu'elle puisse être remise en question par une social démocratie ici tout à fait classique

On ne peut ignorer que les Pays Bas ont été à l'origine de la révolution bourgeoise au XVIIe siècle, avant l'Angleterre et la France. Mais la taille modeste des Provinces Unies devait empêcher ce pays de réaliser ce que ses élèves concurrents allaient faire. Néanmoins l'héritage de cette histoire n'est pas perdu, loin de là. Les Pays Bas ne sont pas seulement une démocratie qui, bien que bourgeoise, se situe à l'avant garde de la tolérance et de la liberté. Ils sont aussi un pays cosmopolite (au sens positif du terme) et Amsterdam est – en petit – ce que Londres et Paris sont, des capitales monde. Néanmoins au plan de son système économique, financier et monétaire, les Pays Bas évoluent désormais dans le giron du mark/euro.

A un moment, durant les décennies 1970-1980, j'avais pensé que la constitution en Europe d'un axe nord-sud « neutraliste » Suède-Finlande-Autriche-Yougoslavie-Grèce était pensable et aurait pu avoir des effets positifs tant sur les pays du noyau européen occidental que sur ceux de l'Est. Il aurait contribué à faire réfléchir les premiers sur leur alignement atlantiste et peut être aurait trouvé un écho favorable en France. Hélas de Gaulle n'était plus là et les gaullistes avaient bel et bien oublié les réserves du général à l'encontre de l'OTAN. Un tel axe aurait aussi peut être contribué à donner plus de chances à un glissement des pays de l'Est européen vers des positions de centre gauche, évitant leur chute à droite ultérieure. Cette page est en tout cas tournée aujourd'hui.

La remise en cause du projet européen-atlantique tel qu'il est et la cristallisation d'une alternative de construction d'une Europe à la fois sociale et non impérialiste à l'égard du reste du monde sont-ils aujourd'hui pensables ? Je le crois, et crois même que leur amorce à partir d'un pôle quelconque ne tarderait pas à trouver des échos favorables dans toute l' Europe. Mais pour cela il faudra déconstruire le projet européen en place, pour reconstruire après une « autre Europe » anti impérialiste, engagée dans la longue transition au socialisme mondial.